



« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

LOI « TRAVAIL » II, GEL DES SALAIRES...

CONSTRUISONS UNE GAUCHE DE COMBAT CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON !

La victoire de Macron à la présidentielle puis aux législatives est un véritable coup d'État électoral. C'est en partie dû à la décomposition des deux partis qui se partagent depuis 30 ans les postes principaux.

Corrompus, usés, responsables des politiques les plus dures contre les travailleurs et la majorité de la population, le PS et les Républicains ont fini par perdre à leur propre jeu. Vivant dans leur bulle, loin de la population, ils s'imaginaient que tout irait comme les autres élections. Mais ils sont devenus la caricature d'eux-mêmes : la droite, toute à son arrogance de la vieille bourgeoisie, n'a pu présenter que le pire de ses candidats, le magouilleur corrompu (mais ultra catholique) Fillon, son programme de destruction sauvage et massive des services publics. Le PS n'avait que l'apprenti-dictateur Valls, le chien de garde du Medef, celui qui a permis l'usage d'une violence démesurée notamment contre les manifestations de l'année 2016. Ce qu'il reste de base électorale au PS n'a pas voulu de lui, il ne doit son mandat de député qu'à la fraude électorale.

Pour une partie des capitalistes français, il y avait urgence, car l'élection présidentielle concentrait toutes les contradictions et son issue était incertaine. C'est comme cela qu'on s'est retrouvé avec Macron comme candidat officiel des grands groupes de la presse capitaliste et comme usine de recyclage de tous ceux qui n'avaient pas eu de place au PS ou à LR. Le danger pour les promoteurs de Macron, c'était que Mélenchon aille au second tour, ce qui était possible, même avec la candidature de Hamon (soi-disant pour le PS mais dont l'utilité pour enlever des voix à Mélenchon reste réelle).

LA GUERRE DES RICHES CONTRE NOUS TOUS

Le phénomène Macron, c'est avant tout le produit de la décomposition des partis pro-capitalistes traditionnels et la volonté d'une petite couche de la population, minoritaire, qui adhère au projet profond de Macron : peu importe la planète et la misère, vive l'individualisme et l'enrichissement sur le dos de la majorité. Ce sont des prédateurs. Rien d'étonnant



à ce que dans le gouvernement et l'entourage de Macron on retrouve tant de personnes venant des banques d'affaires et des milieux financiers ; à tel point que les scandales financiers ont déjà défrayé la chronique à peine un mois après l'élection, un record.

Le reste est un champ de ruines. Il n'y a pas d'opposition institutionnelle à Macron, donc pas de roue de secours. Le PS est laminé et explose, les Républicains de

même, le FN également. Le petit groupe de députés de la France Insoumise peut jouer un grand rôle, mais à condition de s'engager réellement dans la construction d'une opposition de masse et de lutte à Macron, une gauche de combat.

Ce qu'ont ignoré Macron et ses amis, c'est que la colère déborde largement les seules élections et les institutions « républicaines » qui n'ont plus de soutien dans une majorité de la population. Macron n'est que le président d'une petite minorité de super riches et de leurs larbins. Plus encore que Valls, il va devoir recourir à l'autoritarisme et refuser tout débat pour ne pas être

mis en difficulté. De fait, il n'y a que deux possibilités : ou Macron réussit à réprimer suffisamment fort la contestation qui va aller grandissant face à sa politique, où il va se retrouver avec un mouvement de révolte qui rejettera à la fois sa politique mais également les institutions qui la mettent en place et le système capitaliste tout entier.

C'est à cela que la Gauche révolutionnaire va œuvrer : construire la lutte contre Macron à une échelle de masse, appeler à la construction d'une force politique de masse et de lutte, et développer notre orientation socialiste révolutionnaire contre la barbarie du capitalisme.

7 MILLIONS DE VOIX POUR MÉLENCHON AUX PRÉSIDENTIELLES, POURSUIVONS LA DYNAMIQUE !



JOURNÉE DE GRÈVE LE 12 SEPTEMBRE : POUR UNE LUTTE DÉTERMINÉE À GAGNER !

PAGE 2

Macron enchaîne les attaques d'ampleur. Le dégoût parmi la population face à leurs politiques peut rapidement se transformer en colère explosive. L'enjeu est que tous les travailleurs et les jeunes s'emparent de la lutte pour défendre leur avenir.



ADAMA TRAORÉ, 1 AN DEPUIS SA MORT DANS UNE GENDARMERIE

PAGE 4



INCENDIES DE FORÊT AU PORTUGAL : LE CAPITALISME BRÛLE ET TUE

PAGE 3

MACRON VEUT AMPLIFIER LA CONTRE-RÉVOLUTION SOCIALE

■ MATTHIAS

Macron veut tout contrôler ! Encore une fois, le mépris de classe transpire dans ses quelques déclarations « il y a ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». Il a aussi déclaré qu’il ne ferait pas d’interview le 14 juillet, car sa pensée serait trop complexe. Une seule conviction l’anime : attaquer rapidement ce qu’il reste des droits obtenus par les luttes des travailleurs.

UN PRÉSIDENT DANS LA CONTINUITÉ DE LA RÉGRESSION SOCIALE

Au niveau international, Macron est le meilleur défenseur du capitalisme. Il est favorable au traité avec les États-Unis (Ceta). Il est tout autant favorable à continuer les politiques libérales de l’Union européenne, qui entre autres choses privatisent les services publics, notamment la SNCF. Il n’a aucune proposition pour remédier à la crise environnementale. Il poursuit la politique guerrière de la France sur tous les fronts sous couvert de lutte anti-terrorisme, alors qu’aucune rupture avec les pays finançant Daesh n’est par ailleurs envisagée par ailleurs.

UN GOUVERNEMENT ET UNE MAJORITÉ FAIBLES POLITIQUEMENT

Macron a certes obtenu une majorité absolue à l’Assemblée nationale, mais la droite en a déjà eu des plus écrasantes par le passé. En Marche a profité de la vague de « démagisme » mais au final LREM n’a recueilli en voix que 15 % du corps électoral avec une abstention record à 52%. La politique de Macron et de LREM n’a pas de soutien populaire ; une majorité de la population reste toujours opposée à la destruction du code du travail, par exemple.

Le soi-disant renouveau de Macron et l’exemplarité dont il prétendait faire preuve a duré encore moins longtemps que le premier gouvernement Hollande. Les scandales autour de Richard Ferrand, Bayrou et le MODEM ou Muriel Pénicaud (la ministre du travail), montrent à quel point les affaires continuent comme

toujours. D’où un premier remaniement et la démission de 4 ministres dont les 3 du Modem pendant qu’était discutée la loi sur la moralisation de la vie publique ! Un comble !

L'ÉTAT, MEILLEUR REPRÉSENTANT DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Le gouvernement et le groupe parlementaire de LREM sous couvert d’avoir des représentants de la société civile sont composés en réalité de politiciens transfuges de la droite ou du PS, des professionnels, encore d’énarques, mais aussi de patrons ou de DRH, proches du Medef. Il s’agit donc d’élus qui vont voter les lois pour mieux nous exploiter et défendre les intérêts de leur classe sociale. Rien de neuf sous le soleil ! Dans le viseur bien évidemment le code du travail, le CDI, l’assurance-chômage et les retraites donc la sécurité sociale, etc.

UN POUVOIR EXÉCUTIF RENFORCÉ ET UNE RÉPRESSION ACCRUE QUI RÉDUIT LES LIBERTÉS

Avec la dureté des attaques annoncées, Macron a bien évidemment prévu un arsenal répressif important pour tenter d’empêcher toute résistance dans la rue. L’État d’urgence prolongé pendant la loi travail et jusqu’à maintenant a permis de restreindre le droit de manifestations. Le gouvernement propose de l’intégrer ce droit d’exception dans le droit commun. Cela donnerait tout pouvoir au préfet d’assigner à résidence des militants ou d’ordonner des perquisitions sans avoir besoin de passer par un juge. Les dirigeants du renseignement ont été remplacés et mis sous le contrôle direct du président. Si on ajoute les déclarations concernant la presse, cela fait beaucoup au sujet de la restriction des libertés. En convoquant le Congrès à Versailles, le pouvoir législatif est également mis sous pression. Pression sur les députés pour aller vite et voter la loi d’habilitation qui permettra au gouvernement de passer ses ordonnances pendant les mois d’été. Plus que jamais unissons-nous ! Organisons la résistance face à Macron et au MEDEF !



Macron et Gattaz, le président du Medef, d'accord pour saccager les droits des travailleurs au profit des plus riches. La même politique depuis vingt ans... pendant laquelle la fortune des dix Français les plus riches a été multipliée par 12 pour atteindre 240 milliards d'euros.

À LA RENTRÉE, POUR UNE LUTTE DÉTERMINÉE À GAGNER !

■ RACHEL

Les attaques d’ampleur s’enchaînent, Macron sait qu’il a très peu de soutien. Il sait qu’il a très peu de soutien et que cela n’ira pas en s’arrangeant. S’il peut agir ainsi, c’est parce qu’il n’a pas d’opposition politique organisée et face à lui. Le dégoût par mi la population face à leurs politiques peut rapidement se transformer en colère explosive. Alors Macron agit vite tant que notre camp n’est pas organisé.

Nous sommes des millions à refuser de voir nos possibilités d’avenir rognées encore alors que les richesses sont largement là pour offrir une vie décente à tout le monde. Mais cette force du nombre, pour être effective, doit entrer en action. L’enjeu est là : que tous les travailleurs et les jeunes s’emparent de la lutte pour défendre leur avenir. Pour cela, il faut un plan d’action qui annonce la teneur de notre détermination. Avec des fins de mois déjà difficiles, pour faire grève et perdre des journées de salaire, il faut se donner les moyens de gagner. Ce plan d’action doit permettre de convaincre ceux et celles qui regardent avec sympathie les luttes et hésitent à s’y joindre. Toute action qui peut permettre d’expliquer davantage et de mobiliser est positive !

PRÉPARER UNE GRÈVE DE MASSE

L’appel à une journée de grève le 12 septembre est une bonne base pour commencer à mobiliser pendant l’été. Autour de nous et sur nos lieux de tra-

vail, dans la rue autour de stands, il faut que nous discussions des attaques du gouvernement et des enjeux pour nous de construire un mouvement massif pour les stopper.

Mais il faudra une grève de masse, associant des couches très larges de travailleurs et de jeunes. Et ne pas se limiter aux seules revendications autour de la nouvelle loi travail mais également rejeter toutes les mesures qui favorisent les super riches au détriment des travailleurs et de la population.

La grève est le meilleur moyen que nous ayons pour faire céder le gouvernement et les grands patrons qu’il représente. En bloquant les usines, les transports, les services... nous rappelons que cette société tourne grâce à notre travail. Nous avons le pouvoir de tout mettre à l’arrêt avec une grève totale et donc de taper là où ça fait mal : dans leurs profits.

Pour mobiliser largement et dépasser l’échec des grèves « saute-mouton » de 2010 et 2016 qui pèse encore dans les esprits, il faut qu’avant le 12 septembre, un plan pour la suite soit déjà mis en discussion par des assemblées générales sur les lieux de travail, dans les quartiers...

Il faut dire d’ores et déjà que le mouvement ne se contentera pas de grèves de 24h. Que si nous ne sommes pas entendus le 12 septembre, nous serons prêts à



MASSACRE DU DROIT DU TRAVAIL !

■ CÉCILE RIMBOUD

Ce que veut faire Macron, c’est donner la possibilité aux patrons déroger au code du travail comme bon leur semble. Des « accords » permettront d’imposer, entreprise par entreprise, des conditions de travail, rémunération, sécurité, etc. moins bonnes que ce qui figure dans les accords de branche ou la loi. Ces accords, qui pourront être imposés par référendum organisé unilatéralement par les patrons, permettront de modifier les contrats de travail sans acceptation des salariés.

Les patrons pourront multiplier les raisons de recours au CDD. La période d’essai, durant laquelle on est virable n’importe quand sans aucune justification, pourrait être allongée à un an ou plus. La durée du préavis de licenciement tombe sous la coupe de la « négociation » : on pourra être licencié quasiment du jour au lendemain. Si par chance on a encore un CDI. En effet l’extension à tous les secteurs du CDI de projet (qui comme son nom l’indique) permet d’être embauché pour réaliser un projet, risque de faire disparaître un peu plus les CDI.

Exit les congés complémentaires comme la sixième semaine de congés dans le commerce. Même chose pour les primes, treizième mois, la durée du travail, des repos, les conditions du travail de nuit, la rémunération des heures sup’, les indemnités en cas de chômage partiel ou de licenciement. Les travailleurs seront infiniment moins protégés et plus précaires qu’actuellement.

Les conditions du licenciement pourraient être prévues non plus par la loi mais dans le contrat de travail. Par exemple, on met dans le contrat des objectifs de vente, et s’ils ne sont pas atteints, on est automatiquement licencié. Le motif de licenciement économique pourra être apprécié au périmètre national, pratique pour les multinationales qui pourront donc licencier en France alors qu’elles dégagent des milliards de profits ailleurs.

Le plafonnement des indemnités prud’homales revient aussi, encourageant les patrons à licencier les travailleurs absolument n’importe comment... d’autant que la réforme de Macron supprime l’obligation de mettre un motif dans la lettre de licenciement !

Les réformes de Macron n’ont qu’une finalité : nous soumettre toujours plus à la surexploitation !

bloquer le pays plus longtemps, jusqu’à ce que le gouvernement recule. Contre la loi Travail XXL et avec toutes nos autres revendications contre les licenciements et la précarité, pour des salaires décents, nous pouvons rassembler les jeunes, les travailleurs et les retraités dans une offensive déterminée pour qu’ils cèdent. Viens militer pour cela avec nous !



CHAUFFEURS ROUTIERS MATIÈRES DANGEREUSES : VERS UN MOUVEMENT NATIONAL EN SEPTEMBRE

■ LUC GAFFET

Le mouvement de grève impressionnant des conducteurs de marchandises dangereuses le 26 mai dernier (plus de 1000 stations-services en rupture le 4e jour en Île-de-France) a été suspendu par les salariés le 1er juin, jour où ils ont obtenu trois dates : deux réunions de travail les 13 et 16 juin et une réunion paritaire mixte le 10 juillet.

Les deux premières augurent déjà d’un fiasco pour le 10 juillet puisque les revendications spécifiques ont été érudées par le patronat et certains syndicats hostiles à des revendications de secteur.

Samedi 24 mai, s’est alors réunie une trentaine de délégués de région parisienne et de Normandie pour discuter des suites à donner au mouvement si leurs revendications étaient méprisées. Tous ont conclu que la grève devait reprendre mais étendue cette fois-ci à l’ensemble du territoire national, avec une date au mois de septembre leur laissant le temps de l’organiser.

Ça tombe bien, la CGT vient d’annoncer la date du 12 septembre pour une « journée de grève et d’actions » ! La fédération FO transports s’est déjà déclarée partante, et c’est très bien !

Ce mouvement aussi puissant que rare aura tout intérêt à se combiner avec la grève d’autres secteurs stratégiques, tel que celui des cheminots, des traminsots, des dockers... avec la réduction des accords de branche prévue dans le projet de loi, plus aucun accord arraché de haute lutte ne sera viable car la concurrence entre entreprises s’accélérera mécaniquement. Lors de la grève du 26 mai, les médias du capital ont montré par leurs articles contre les grévistes où se situent les plus grandes craintes du gouvernement : une grève complète des transports en général.

UNE SITUATION FAVORABLE POUR LES INSOUMIS ET TOUS LES RÉVOLTÉS !

CONSTRUISONS LA FRANCE INSOUMISE POUR CRÉER UNE VRAIE GAUCHE DE COMBAT !

■ **LEÏLA MESSAOUDI**

Les 7 millions de voix pour JLM, les bons scores aux législatives pour la France insoumise et l'abstention consciente montrent un mouvement très profond de rejet de cette société et de sa fausse démocratie. C'est un potentiel réel pour changer réellement les choses. La France insoumise doit profiter de cet avantage, c'est le moment !

NE METTONS PAS EN ATTENTE LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE !

Malgré le caractère particulièrement antidémocratique de la représentation à l'Assemblée Nationale, la France insoumise a un groupe parlementaire qui sera le porte voix face à Macron et ses sbires, et ce, aux côtés de celui du PCF qui a aussi profité électoralement de la locomotive FI.

Ce serait un grave écueil que de penser que la France insoumise sera l'alternative seulement grâce à ce groupe parlementaire. Donner l'impulsion à l'émergence d'une vraie gauche de combat ne se fera pas tout seul. En terme de voix, les FI et PCF additionnés représentent bien plus que le Front de gauche aux élections législatives de 2012 !

Ouvrir le débat public pour une nouvelle force est crucial. Imaginons alors l'écho qu'aurait l'appel à la création d'une nouvelle force politique ! Pas un Front de gauche bis, mais un vrai mouvement de masse, construit et organisé par les

militants eux-mêmes. Cela répondrait au besoin exprimé lors des élections par des centaines de milliers de travailleurs et des jeunes d'un outil pour réfléchir, discuter, et agir ensemble.

DE L'AUDACE, PASSER À L'ACTION MAINTENANT !

La France insoumise est née autour de campagnes électorales et a regroupé des insoumis venant de terrains différents, des « tout nouveaux » en politique, des insoumis venant des mondes syndicaliste, associatif, politique,... Cette richesse n'a pas disparu. Et parmi la France insoumise déjà la question de constituer une nouvelle force politique pérenne et de la construire est au cœur des discussions.

Nombre de groupes d'appui continuent après les campagnes électorales, des liens politiques ayant été tissés. Certains groupes tiennent des discussions organisées ou projettent des actions. C'est encore timide, mais ça va dans le sens de ce que pourrait faire une vraie gauche combative.

CONSTRUISONS UNE VRAIE GAUCHE DE LUTTE !

Les structures actuelles et l'organisation de la France insoumise, calées sur les nécessités de la campagne présidentielle, organisées par un groupe restreint à Paris, ont montré leurs limites en terme d'efficacité militante et de liens avec les réalités locales pendant les législatives. Et elles ne sont clairement plus adaptées aujourd'hui. N'ayant pas de mouvement structuré à

rejoindre, beaucoup des 500 000 « insoumis » se sont mis en retrait. Si la seule chose proposée c'est de bavarder, de ne se préoccuper que de militer dans leur coin, de laisser les députés agir et faire une ou deux manifestations nationales par an en attendant les élections municipales 2020, ça ne suffira pas et ça ne sera pas à la hauteur des enjeux.

“ ”

L'objectif : une nouvelle force politique de masse, démocratique et de lutte, un nouveau parti mais qui n'a rien à voir avec ces machines électorales au service des riches. Ce que craignent Macron et Cie, c'est ça : une véritable opposition de gauche.

Les plans de Macron nécessitent une réponse globale maintenant. Les militants organisés et actifs dans une force assez combative et solide peuvent à la fois participer à la construction d'un plan d'action face à Macron et Cie. Ce sera nécessaire pour préparer et faire grandir la grève du 12 septembre, et en soutien aux autres luttes.

TRANSFORMONS L'ESSAI !

Il faut impulser une discussion large dans la France insoumise pour décider de comment utiliser le programme « l'avenir en commun » et l'adapter à la situation actuelle. Comment continuer à développer ce programme dans la lutte contre Macron, mais aussi pour que davantage de jeunes et de travailleurs se l'approprient et développent eux-mêmes des thèmes et des revendications ? Le programme a besoin d'être renforcé : contre le capitalisme, pour la mise en propriété publique des secteurs clefs de l'économie. On avancera en se transformant, en luttant et en étant conscient ! Chaque insoumis, chaque groupe local doit trouver sa place. Dans ce sens, nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre que des directives nationales tombent, en accord avec celles-ci ou pas. Nous devons organiser des Ag locales, d'agglomération pour discuter des suites et préparer une convention nationale avec des participants élus par la base.

L'objectif : une nouvelle force politique de masse, démocratique et de lutte, un nouveau parti mais qui n'a rien à voir avec ces machines électorales au service des riches. Ce que craignent Macron et Cie, c'est ça : une véritable opposition de gauche.

Voilà ce que défendent les militants de la Gauche révolutionnaire dans la FI mais aussi auprès de tous les travailleurs, les jeunes... qui veulent que cette société change. Les militants de la France insoumise peuvent jouer un grand rôle dans la création d'une nouvelle gauche de combat !

NOUVELLE VICTOIRE DES CAMPANILE

■ **CÉCILE RIMBOUD**

Après 43 jours de grève, et une détermination et une unité dures comme fer, les treize grévistes de l'hôtel Campanile Tour Eiffel ont fait reculer le quatrième groupe hôtelier mondial. Ils ont gagné de vraies améliorations pour les travailleurs au quotidien : un des veilleurs de nuit passe en temps complet en jour, les femmes de chambre (embauchées en interne au lieu de la sous-traitance grâce à la grève de l'année dernière) voient leurs heures augmenter de 25 à 27 heures par semaine, la sous-directrice de l'hôtel, elle-même gréviste, voit ses attributions rétablies, deux des délégués syndicaux vont voir une augmentation de leurs salaires (une compensation pour leur ancienneté). Pendant ces 43 jours, ils ont tout fait pour faire parler de leur lutte, la faire connaître partout, mais surtout auprès des salarié-e-s des autres filiales du groupe avec plusieurs rassemblements, où les soutiens étaient chaque fois nombreux. Tout au long de la grève, avec l'appui de leur syndicat CGT, ils ont eux-mêmes organisé leur lutte, leurs actions, leur caisse de grève. Une lutte vivante et démocratique, offensive, et victorieuse : un exemple !

LES GRÉVISTES GAGNENT CONTRE TALCS DE LUZENAC



■ **MARIE-JOSÉ DOUET**

Au bout de 14 jours de grève, les salariés des Talcs de Luzenac en Ariège (09) ont gagné sur une grande partie de leurs revendications pour leur prime d'intéressement. Déterminés et solidaires, ils ont bloqué les accès de l'usine et de la carrière. Aucun camion n'entrait ni ne sortait ! La plus grande carrière d'Europe à ciel ouvert était à l'arrêt complet. Grosse perte financière pour les patrons ! Voulant satisfaire ses actionnaires et augmenter toujours plus les profits, la direction d'Imerys avait tout prévu pour limiter un maximum le montant de l'intéressement des salariés : lier cette prime aux performances sur les sites de l'usine et de la carrière ou encore sortir les sous-traitants de l'enveloppe financière. Tout lui a été bon : intimidations, appel à un cabinet extérieur habitué à la casse sociale pour mener les discussions. Mais les grévistes l'ont viré et obligé la direction à revenir elle-même discuter avec les représentants du personnel, avec la CGT à la tête de cette lutte. Le 28 juin dernier, c'est une belle victoire pour les 200 grévistes : l'enveloppe financière sera au moins équivalente à la précédente, et pour la première fois, les saisonniers auront leur part.

INCENDIES AU PORTUGAL : LE CAPITALISME TUE

■ **PEDRO**

Le 17 juin dernier a débuté un incendie à Pedrógão Grande, au Portugal, qui a consumé 53 000 hectares de forêt et fait plus de soixante victimes mortelles.

Les conditions climatiques extrêmes – conséquence du réchauffement climatique – sont juste une partie de la question. Le problème est politique. Et c'est pour ça que le Premier ministre Costa et le président de la république Marcelo insistent sur le fait qu'il faut « l'unité nationale » et que ce n'était pas possible de faire mieux.

Pendant les trois dernières décennies, la structure publique de protection des forêts a été dégradée, ainsi que le Service National de Santé, les services d'urgence, et même les pompiers. Costa lui-même quand il était ministre de l'Intérieur a dissout le corps de la garde des forêts. L'investissement public dans ces structures est clairement insuffisant et les pompiers sont mal équipés, mal payés et dépendant de l'énorme corps de volontaires dans tout le pays.

Les mêmes gouvernements des 30

dernières années sont responsables aussi du processus de transformation du Portugal en pays avec la plus grande surface d'eucalyptus (26,6 % de la surface de forêt) en Europe – une espèce d'arbre allogène étrangère au pays. Et une des plus inflammables...

Mais le Portugal est aussi le pays d'Europe avec la plus grande proportion de surface de forêt sous propriété privée (85 %), ce qui implique la totale absence de planification de la production et de la sécurité et la négligence de tous les aspects du territoire qui ne servent pas les profits. Les petits propriétaires des terres sont forcés par la politique agricole commune de l'UE à se rendre à la monoculture de l'eucalyptus pour vendre le bois à bas prix aux grands bénéficiaires de tout ce processus : les capitalistes de l'industrie du papier.

En somme, les incendies subis tous les ans sont le fruit d'une combinaison mortelle de phénomènes générés par les dynamiques du capitalisme : la propriété privée de la terre, la fragmentation de cette propriété par le régime d'héritage, la division internationale du travail qui destine le Portugal à la production de papier, la recherche aveugle pour l'ac-

cumulation de capital, le réchauffement climatique et les phénomènes extrêmes conséquents, l'austérité, la paupérisation et la désertification des régions rurales.

Des nouvelles tragédies de ce type sont inévitables sous le capitalisme. La nationalisation des latifundias, grandes propriétés terriennes, des terres abandonnées et de l'industrie du papier est extrêmement nécessaire, ainsi que la

planification démocratique du territoire et le soutien technique et financier aux petits propriétaires pour pouvoir les intégrer dans un plan national de production. Au Portugal, en France ou ailleurs, cette lutte est la forme la plus efficace de solidarité avec toutes les victimes de ce système et est la seule voie pour éviter de nouvelles tragédies. La lutte pour un avenir, c'est la lutte pour le socialisme !





1 AN APRÈS LA MORT D'ADAMA TRAORÉ DANS UNE GENDARMERIE

LUTTONS CONTRE LE RACISME ET LA RÉPRESSION !

Le 19 juillet 2016, Adama Traoré est mort asphyxié à la gendarmerie de Beaumont-sur-Oise (95). La technique d'immobilisation dont il a été victime est toujours légale aujourd'hui. Malgré le combat de la famille Traoré pour demander justice pour Adama, encore aujourd'hui aucune condamnation n'a eu lieu. Au contraire, les membres de la famille qui ont décidé de se battre sont régulièrement mis en garde à vue pour tous les prétextes (troubles supposés...). Adama n'est pas le seul cas, il y a

eu récemment Théo, violé par des policiers avec une matraque télescopique. Ou Lamine Dieng, tué le 17 juin 2007 par un plaquage ventral comme Adama.

Racisme et violences policières sont les deux facettes d'une même médaille, parmi les moyens pour la classe dirigeante de maintenir leur système. Les politiciens au service du capitalisme se servent du racisme pour diviser la lutte pour nos droits en ne parlant pas des problèmes.

Ainsi, ce maire dans la Loire, Gérard Tardy, a interdit le port du foulard sur un

point d'eau de la ville ! Empêcher des femmes de se rendre sur la base de loisirs ça va résoudre des tas de problèmes c'est certain ! Il y a aussi une stigmatisation des quartiers populaires : au lieu de trouver une solution aux fortes chaleurs, par la création de parcs, points d'eau, on gronde les jeunes qui ouvrent des bouches d'incendie (pas de problème pour les riches qui remplissent leurs piscines) !

Un cas récent de racisme a frappé Danièle Obono, élue France insoumise en juin. À cause d'une pétition signée

en 2012 pour soutenir le groupe ZEP et leur chanson « Nique la France » (qui condamne le colonialisme) le 21 juin 2017, des « journalistes » lui ordonnent de dire « vive la France »... Quand elle a refusé, Danièle a reçu une avalanche d'insultes de la part de stupides racistes parce qu'elle est noire. Mais cette polémique n'aurait jamais eu lieu si elle était au service du système comme tous les autres politiciens, si comme eux elle passait son temps à mettre des millions de « Français » dans la misère à coup de politiques

d'austérité, en divisant les travailleurs et les jeunes en agitant le racisme et l'intolérance. Soutien total à Danièle !

Le racisme est un vrai problème, de nos jours encore ! Le meilleur moyen de lutter contre ces oppressions est de s'unir, discuter pour lutter ensemble. C'est grâce aux mouvements massifs de révolte comme les Black Lives Matters, les Blacks Panthers aux US que la lutte contre le racisme et pour l'Égalité a pu avancer. C'est une telle lutte qu'il nous faut aujourd'hui ! Toutes et tous ensemble !



GÉRARD COLLOMB VEUT FAIRE LA CHASSE AUX MIGRANTS

■ MATHIEU JARDIN

Huit mois après la destruction du bidonville de Calais, des centaines de migrants sont pourchassés par la police, frappés la nuit pour les empêcher de dormir. L'auberge des migrants groupant les associations d'aides aux exilés est empêchée par les forces de l'ordre de donner à boire et à manger aux démunis.

Le défenseur des droits Jacques Toubon a alerté le gouvernement que la situation à Calais était d'une gravité inédite et sans précédent. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, ne veut pas d'un centre d'accueil, il a augmenté le nombre de CRS, pour pourchasser tous les migrants et les faire disparaître de Calais.

LE MENSONGE DE « L'APPEL D'AIR »

Les migrants ne viennent pas plus quand l'accueil est organisé décemment. La répression ne fait que nourrir les réseaux mafieux de passeurs.

À Paris sur le camp de la Chapelle, Médecin sans frontières relève des centaines de cas de gale, qui ne peuvent pas être soignés à cause des conditions de vie

inhumaines auxquelles doivent faire face les malades. La police les frappe, vole leurs vêtements et détruit leurs maisons de fortune. Cette situation n'est pas un cas isolé, dans toutes les villes de France les migrants sont laissés à l'abandon dans les rues et chassés par la police. Les soins vitaux ne sont pas apportés et des hommes, femmes, enfants meurent dans le silence imposé par le gouvernement. Des places d'hébergement existent, mais elles sont volontairement bien en deçà des besoins d'accueil. Collomb ne souhaite pas d'entraide et pense qu'en empêchant la solidarité, les migrants repartiront et que plus personne ne se risquera à venir sur le territoire français.

UN PLAN D'ASILE DIGNE D'UN PROGRAMME D'EXTRÊME-DROITE

Collomb se plaint des délais trop longs des dossiers des demandeurs d'asile. D'après lui, ça peut prendre un an ou deux, ce qui pousserait les migrants à rester, même quand leurs demandes sont rejetées. Son projet est de raccourcir à six mois la prise en charge des dossiers jusqu'à l'expulsion des demandeurs. Cela va dans le sens même de la Commission Européenne qui table sur un objectif de

stopper la migration au sein de l'Union européenne, par un renvoi de tous les exilés sur les frontières extra-européennes.

La haine et la tyrannie déversées sur les plus fragiles permettent aux dirigeants politiques de maintenir un climat de peur. Ils tentent de laisser croire qu'il faudrait se débarrasser des migrants pour que la France s'en sorte économiquement. C'est un vaste mensonge, les migrants représentent 0,25 % de la population en Europe, ce n'est pas eux qui ferment les boîtes ni délocalisent les emplois.

Les richesses accaparées par une poignée de milliardaires suffiraient pour répondre aux besoins sociaux de toute la population. Nous encourageons toutes les luttes des migrants pour l'amélioration de leurs conditions de vie et nous continuons à construire une riposte socialiste contre les politiques antisociales des capitalistes.



MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT !

■ YANN VENIER

Nicolas Hulot, le ministre de la Transition écologique, déjà sous la tutelle d'un Premier ministre peu enclin à défendre l'environnement face aux intérêts des capitalistes, est maintenant encadré par deux secrétaires d'État, l'une ancien cadre de chez Véolia et l'autre un politicien connu pour ses positions néolibérales. Le message est clair et le retard pris sur la feuille de route française concernant l'accord de Paris n'est en rien étonnant.

Il n'aura pas fallu longtemps d'ailleurs pour que les premières discordes en la matière apparaissent au sein du gouvernement. C'est autour de la question de l'interdiction d'ici 2018 de certains pesticides contenant des néonicotinoïdes (responsable, entre autres, de la surmortalité des abeilles) que le bal a commencé.

Cependant contrairement à ce qu'ont dit les médias, l'affaire n'est pas définitivement classée. En effet, les lobbyistes de l'industrie chimique sont à l'œuvre au niveau de l'Europe et le communiqué du 1er Ministre, suite au cafouillage, est ambigu puisqu'il rappelle le travail en cours avec l'Europe à ce sujet.

Concernant l'exploration et l'extraction des hydrocarbures non-conventionnels (gaz et huile de schiste) si Nicolas Hulot semble vouloir faire une loi d'interdiction de l'exploration du sous-sol français, incorporant les gaz de charbons, il ne dit rien des 132 permis en cours de validation ou la cinquantaine qui doivent être prolongés.

La lutte contre les grands projets inutiles continue à Notre Dame des Landes contre l'aéroport, à Bure contre le dépôt radio-actif, ou en région parisienne contre Europacity n'est pas finie.

D'autres combats vont avoir lieu, contre la libéralisation des transports et en particulier contre l'ouverture d'autoroute (A31 Bis, liaison A28-A13, A45...) qui détruisent les zones naturelles alors que nous devrions privilégier les transports de personnes et de marchandises collectifs et les plus faiblement polluants.

La liste des problèmes environnementaux est sans fin. Afin d'accroître leur fortune, l'appétit des capitalistes n'a aucune limite. Si nous voulons cesser le saccage de notre environnement, nous devons en finir avec le système capitaliste qui, comme le disait déjà Karl Marx au 19e siècle, épuise deux choses : la Nature et les travailleurs !

CONTACTE-NOUS !

06.14.07.45.19

GRCONTACT@HOTMAIL.COM

FB @GAUCHEREVOLUTIONNAIRECIO

TWITTER @GR_CWI_FRANCE

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC
CENTRE 166, 76000 ROUEN

■ www.gaucherevolutionnaire.fr ■